

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Affaire-Suez-Aguas-Argentinas-L-attitude-francaise-un-condense-de-mauvais-e-foi-d-arrogance-et-d-ignorance>

Affaire Suez-Aguas Argentinas : L'attitude française : un condensé de mauvaise foi, d'arrogance, et d'ignorance

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -
Date de mise en ligne : jeudi 15 septembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A trop regarder la paille dans l'oeil du voisin, on ne voit pas la poutre qu'on a dans le sien. Un dicton bien français. A méditer à l'aune de ce qui se passe sur le dossier Suez-Aguas Argentinas.

La France, qui a été à deux doigts de faire une loi pour protéger ses entreprises d'éventuelles Opa hostiles de la part de groupes étrangers - on se souvient au coeur de l'été de l'épisode Danone qui avait mobilisé si fortement le banc et l'arrière banc, jusqu'au gouvernement - n'est pas capable de voir la poutre dans son oeil.

Les médias français ont embrayé sur un refrain accusateur au lendemain de l'annonce de la rupture par Suez-Aguas Argentinas des négociations autour de la concession d'eau de Buenos Aires. Et voire, de faire un amalgame scandaleux entre les différentes entreprises françaises qui ont quitté l'Argentine ces derniers mois, comme si elles y avaient été obligées de voire poussées par les conditions imposées par les gouvernants de ce pays.

Or, rien à voir, en effet, entre EDF et France Telecom qui ont choisi de céder leurs participations, et le Crédit Agricole qui est parti comme un voleur laissant ses clients en rade après lui avoir promis la sécurité d'une grande banque française. Ou enfin, la Société Générale qui a opéré un repositionnement stratégique sur d'autres zones.

Les raccourcis sont clairement de partis pris, et la pseudo analyse de certains de nos confrères des plus orientée. Et voilà que sont reprises les déclarations du président de la Chambre de commerce franco-argentine, Jean-Edouard de Rochebouët, interrogé par l'AFP, "cela fera beaucoup de tort à l'Argentine qui va souffrir bien davantage que Suez", déclarations méprisantes pour le combat que mène depuis cinq ans le peuple argentin pour sortir de la situation d'ultra précarité dans laquelle il s'est trouvé plongé.

Car, quel fut le point de discorde principal entre Suez et le gouvernement argentin ? Une hausse de tarifs intenable pour n'importe quel gouvernement car elle ne correspondait pas à la réalité de la situation du pays et de ses habitants, et le financement d'investissements justement que Suez n'avait pas fait, ne respectant pas ainsi les engagements de la concession initiale, et d'une dette que le groupe ne voulait assumer (Voir en El Correo : [Une accumulation d'irrégularités durant douze ans de concession du groupe français Suez](#)).

L'arrogance française sur ce dossier aurait de quoi faire sourire si à l'autre bout de la chaîne, il ne s'agissait pas d'habitants qui n'ont pas accès à l'eau potable comme leur avait promis Suez (notamment dans les banlieues sud de Buenos Aires), d'un pays où chaque mois les instituteurs, professeurs, hospitaliers ne sont pas sûrs de percevoir leur salaire (qui lui n'a pas été revalorisé de 40 % ou plus comme Suez voulait voir ses tarifs).

Alors quand certains observateurs qui n'ont pas les pieds dans la réalité quotidienne argentine, déclarent que le gouvernement ce pays n'est pas assez "*market friendly*", ils devraient avoir une petite conversation avec l'homme ou la femme de la rue. Leur analyse de l'attitude prédatrice des entreprises étrangères est sans appel. Les Français devraient la comprendre, eux qui crient au loup quand ils ont peur de voir leurs yaourts préférés passer sous la coupe d'un quelconque Pepsi, et dont le gouvernement suivrait de près le devenir des champagnes Taittinger, des fois qu'un capitaliste étranger mette la main dessus.

On qualifie le discours de la classe dirigeante argentine, souvent agressif à l'égard des entreprises étrangères. On a critiqué vivement Kirchner quand il a déclaré au printemps dernier qu'il fallait au besoin boycotter certaines stations service dont les compagnies pétrolières n'avaient pas respecté une augmentation limitée des prix, pour ne pas

attiser l'inflation.

Mais que fait aujourd'hui, Thierry Breton, ministre de l'économie française en convoquant à Bercy les mêmes compagnies pétrolières, les menaçant de mesures spécifiques, si elles ne baissent pas leur prix en France !

La France est intervenue de tout son poids dans un conflit commercial entre l'Argentine et le groupe privé Suez. Elle ne tolérerait pas - ni même envisagerait - qu'on lui fasse la même chose.

Très maladroitement Paris a décidé mardi de hausser le ton. "Nous souhaitons vivement que le retrait s'opère de façon ordonnée dans le respect des intérêts de l'entreprise pour ne pas décourager les investissements étrangers dans ce pays", a déclaré le porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères, Denis Simonneau.

Voilà qui est bien arrogant de la part d'un gouvernement qui a appelé en juillet à "un véritable patriotisme économique". La poutre est dans l'oeil de qui déjà ???

El Correo, 15 septembre 2005